

Flexisécurité

La Commission européenne a de la suite dans les idées

Article paru dans FO Hebdo n°3029

Dans un rapport de 28 pages, adressé au Parlement européen le 18 avril et intitulé «Vers une reprise génératrice d'emplois», elle formule diverses propositions permettant de libéraliser le marché du travail afin d'arriver à en faire un marché unique.

Pour lutter contre le chômage, la Commission a eu une idée: elle remet à l'ordre du jour le concept –vaguement inspiré du Danemark et vieux de déjà dix ans– de «flexisécurité».

En théorie, le mot désigne un marché du travail à la fois extrêmement flexible, dans lequel le salarié trouve et perd un emploi très facilement, mais bénéficie d'un système de protection sociale optimal qui l'empêche de connaître la précarité.

En pratique, aucun pays n'a mis en place cette improbable alliance des contraires, qui sert surtout de prétexte pour imposer la flexibilité.

La Commission européenne se penche également sur le salaire minimum. Vingt pays de l'Union européenne en possèdent un, avec parfois des contrastes particulièrement élevés puisqu'il oscille entre 1.801 euros au Luxembourg et 138 euros en Roumanie.

«ÉCHANGE PROTECTION SOCIALE CONTRE EMPLOI», CONTACTER COMMISSION EUROPÉENNE

Après avoir longtemps semblé ignorer son existence, Bruxelles découvre les salaires minima qui, «fixés à des niveaux appropriés, peuvent aider à prévenir la pauvreté au travail». Sauf que cet aveu s'accompagne d'une proposition de différenciation: le SMIC remanié par le commissaire László Andor serait en fait une juxtaposition de minima de branche, dont le montant serait régulièrement révisé, à la hausse comme à la baisse, en fonction de la compétitivité.

Par ailleurs, le rapport de la Commission propose également de diminuer la fiscalité sur le travail en alourdissant celle sur l'environnement, à l'instar de la défunte taxe carbone, et sur la consommation comme, par exemple, la TVA.

Activité syndicale du 26/04/2012



<http://fovatinier.free.fr/>